



Comité directeur
sur les médias et la société de l'information
- CDMSI

22nd réunion
7 - 9 décembre 2022
(9h30 – 12h30 ; 14h00 – 17h30h)

CDMSI(2023)001

10 février 2023

Rapport de réunion
7-9 décembre 2022
Strasbourg, Palais de l'Europe, salle 9

1. Ouverture de la réunion

M. Jan Kleijssen, directeur, Société de l'information - Action contre la criminalité, Direction générale des droits de l'homme et de l'État de droit, a souhaité la bienvenue aux membres, observateurs et participants du CDMSI à la deuxième réunion de la période biennale 2022-2023.

M. Kleijssen a ensuite abordé la situation créée suite à l'agression de la Fédération de Russie contre l'Ukraine et a rappelé que la violation flagrante des valeurs européennes et des normes du Conseil de l'Europe par la Fédération de Russie a entraîné la cessation de son appartenance à l'Organisation à partir du 16 mars 2022. Il a donc souligné l'importance vitale du travail du Conseil de l'Europe sur les questions liées à l'accès à des informations fiables et dignes de confiance sur des questions d'intérêt public, en particulier en temps de guerre.

En ce qui concerne les travaux intergouvernementaux et normatifs, M. Kleijssen a rappelé que la liberté d'expression, les médias, la gouvernance de l'internet et d'autres questions relatives à la société de l'information figurent parmi les priorités stratégiques de l'Organisation. Il a évoqué les cinq recommandations adoptées par le Comité des Ministres en 2022 et a félicité les trois nouveaux comités d'experts subordonnés (le [Comité d'experts sur le renforcement de la résilience des médias \(MSI-RES\)](#), le [Comité d'experts sur l'intégrité de l'information en ligne \(MSI-INF\)](#) et le [Comité d'experts sur les poursuites stratégiques contre la participation publique \(MSI-SLP\)](#) pour les progrès accomplis dans la réalisation de leurs objectifs respectifs (financement durable des médias, utilisation des outils numériques pour le journalisme, lutte contre la propagation de la désinformation en ligne et contre les poursuites stratégiques contre la participation publique - SLAPPs).

M. Kleijssen a souligné l'importance d'assurer la coordination et la synergie avec d'autres organisations internationales qui traitent actuellement de questions similaires. À cet égard, il a évoqué la participation du Conseil de l'Europe à l'édition 2022 du Forum sur la gouvernance de l'Internet (FGI) et l'extension du partenariat numérique du Conseil de l'Europe. Enfin, il a rappelé les deux conférences de haut niveau qui se sont tenues récemment, à savoir la Conférence des [médias de service public pour la démocratie](#) à Vilnius, organisée conjointement par le Conseil de l'Europe et l'UER (EBU), ainsi que la [Conférence européenne anti-SLAPP](#), organisée par le Centre européen pour la liberté de la presse et des médias

(ECPMF) et la Coalition contre les SLAPP en Europe (CASE), sous le patronage du Parlement européen et avec le soutien du Conseil de l'Europe.

2. Adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux

M. Taavo Lumiste (Estonie), président du CDMSI, s'est brièvement adressé aux participants et s'est félicité de l'opportunité de tenir la réunion dans un format hybride et de la forte présence sur place des membres du CDMSI.

Le CDMSI a adopté l'ordre du jour de la réunion (annexe 1) et a convenu de certaines modifications proposées à l'ordre des travaux. La liste des participants et les informations sur la répartition des sexes figurent à l'annexe 2.

3. La liberté d'expression dans les situations de conflit et d'agression

M. Patrick Penninckx, Chef du Département Société de l'Information, a commencé ses remarques en évoquant la situation actuelle en Ukraine ; il a transmis un message envoyé par Mme Olha Herasymiuk, le membre du CDMSI au titre de l'Ukraine, expliquant la situation alarmante des médias en Ukraine. Le message de Mme Herasymiuk mettait l'accent sur trois points importants : premièrement, les efforts déployés par les médias en Ukraine pour transmettre aux Ukrainiens et au monde entier des informations sur les atrocités qui se produisent dans le pays ; deuxièmement, le fait que l'Ukraine travaille activement à la mise en conformité de sa législation sur les médias avec les normes internationales et européennes ; et troisièmement, le fait que les médias ukrainiens ont besoin de l'aide de leurs partenaires internationaux, en particulier pour restaurer les équipements techniques qui ont été détruits en raison de l'agression russe.

M. Penninckx a dressé un bilan de l'action du Conseil de l'Europe depuis le 24 février 2022 en réponse à l'agression russe contre l'Ukraine et ses conséquences sur la liberté d'expression. Il a rappelé la [résolution CM/Res\(2022\)2](#) du Comité des Ministres du 16 mars 2022 conduisant à la cessation de l'appartenance de la Fédération de Russie au Conseil de l'Europe et le soutien de l'Organisation à l'Ukraine et l'assistance aux collègues de son bureau de Kiev.

En ce qui concerne les activités du département Société de l'information liées à la guerre, une page web dédiée a été créée ("[Liberté d'expression en temps de conflit](#)") et des actions d'urgence ont été mises en œuvre pour soutenir le secteur des médias en Ukraine. La Division de la cybercriminalité contribue aux efforts actuellement déployés pour identifier les preuves électroniques des crimes de guerre.

Dans ce contexte, M. Penninckx a souligné l'importance de maintenir une coopération étroite entre le Conseil de l'Europe et les sociétés civiles biélorusse et russe. Enfin, il a informé les membres du Comité du prochain Sommet du Conseil de l'Europe (Reykjavik, mai 2023).

4. Travaux normatifs en cours - avancement des travaux des comités d'experts du CDMSI

4.1. [Comité d'experts sur le renforcement de la résilience des médias \(MSI-RES\)](#)

M. Ramón Salaverría Aliaga, président du MSI-RES, et Mme Urška Umek, secrétaire du comité d'experts, ont informé les membres du CDMSI des résultats de la deuxième réunion du MSI-RES qui s'est tenue les 29 et 30 septembre 2022. Le Comité est chargé de préparer deux documents d'ici la fin de 2023 : Un *projet*

de lignes directrices sur l'utilisation responsable de l'intelligence artificielle (IA) dans le journalisme et un recueil de bonnes pratiques pour un financement durable des médias. Le président du MSI-RES a informé le CDMSI des progrès réalisés et a présenté les objectifs des deux documents. La deuxième réunion a été consacrée à une discussion approfondie sur la structure et les éléments clés des livrables ; un certain nombre d'idées et de suggestions textuelles concrètes ont été proposées par les membres et seront incluses dans les deux livrables d'ici la troisième réunion du comité. Un échange a suivi, permettant aux membres du CDMSI d'exprimer leurs points de vue et de soutenir le travail du MSI-RES.

4.2. [Comité d'experts sur l'intégrité de l'information en ligne \(MSI-INF\)](#)

Mme Emma Gruden, en tant que secrétaire du MSI-INF, a informé les membres du CDMSI des résultats de la deuxième réunion du MSI-INF qui s'est tenue les 5 et 6 octobre. Le Comité a été chargé de préparer un *projet de note d'orientation sur la lutte contre la diffusion de fausses informations et de désinformations en ligne par le biais de solutions de vérification des faits et de conception de plateformes, dans le respect des droits de l'homme*, d'ici la fin de 2023. Elle a informé le CDMSI que deux sièges vacants étaient à pourvoir au sein du comité d'experts, les anciens experts français et britanniques ayant cessé d'être membres. Par la suite, un nouveau président allait devoir être élu puisque l'ancien membre britannique devait également se retirer de la présidence. M. Hrvoje Lisičar, vice-président du comité, a rendu compte des progrès réalisés par le MSI-INF. Le CDMSI a également été informé de la décision de créer une liste évolutive de bonnes pratiques en plus de la note d'orientation. Des discussions ont ensuite eu lieu, permettant aux membres du CDMSI d'exprimer leurs points de vue et leur soutien sur le travail actuel du MSI-INF et sur le projet de livrable.

4.3. [Comité d'experts sur les poursuites stratégiques contre la participation publique \(MSI-SLP\)](#)

Mme Karmen Turk, la présidente du MSI-SLP, a informé les membres du CDMSI des résultats de la deuxième réunion du MSI-SLP qui s'est tenue les 18 et 19 octobre 2022. Le Comité a été chargé de préparer un *projet de recommandation sur les poursuites stratégiques contre la participation publique (SLAPP)* d'ici la fin de 2023, en tenant compte de la Convention européenne des droits de l'homme, des documents normatifs pertinents du Conseil de l'Europe et de la jurisprudence pertinente de la Cour européenne des droits de l'homme. Après une présentation de la structure du projet de recommandation, Mme Turk a informé le CDMSI de l'importance attachée par le comité d'experts à rendre le projet aussi réalisable, complet et prospectif que possible et à assurer la cohérence avec les instruments pertinents du Conseil de l'Europe, ainsi qu'avec la législation européenne existante ou en cours d'élaboration. Des discussions ont ensuite eu lieu, permettant aux membres du CDMSI d'exprimer leurs points de vue et leur soutien sur le travail actuel du MSI-SLP et sur le projet de livrable.

5. Gouvernance numérique

5.1. Comité du Conseil de l'Europe sur l'intelligence artificielle (CAI) - Informations sur les derniers développements dans les travaux du CAI - par Thomas Schneider, président du CAI, et le secrétariat CAI - [Comité sur l'intelligence artificielle \(coe.int\)](#)

M. Thomas Schneider, président du Comité sur l'intelligence artificielle (CAI) du Conseil de l'Europe, et M. Kristian Bartholin, secrétaire du CAI - chef de l'unité Développement numérique, ont fait le point sur les travaux du CAI et son calendrier. Lors de la deuxième réunion de la CAI (21-23 septembre 2022, à Strasbourg), des discussions approfondies ont eu lieu sur le type et les contours du futur instrument juridique. Un projet de texte zéro a été envoyé pour commentaires après la deuxième réunion et le Comité

des ministres s'est entre-temps prononcé pour une future convention. M. Schneider a également souligné l'importance d'une approche cohérente avec les travaux de l'Union Européenne sur l'intelligence artificielle, tout en adoptant une approche plus large en termes de portée et de couverture et en maintenant l'accent sur les droits de l'homme et l'État de droit, ce qui distingue la valeur ajoutée du Conseil de l'Europe dans ce domaine. Dans le même temps, les travaux sectoriels relatifs à l'intelligence artificielle se poursuivront dans le cadre de structures spécifiques de l'Organisation.

5.2. Échange de vues avec l'Ambassadeur Aloisia Wörgetter, coordinatrice thématique de la Conseil de l'Europe sur la politique d'information (TC-INF), Représentant permanent de l'Autriche au Conseil de l'Europe

L'ambassadrice Aloisia Wörgetter (Autriche), coordinatrice thématique du Conseil de l'Europe sur la politique de l'information (TC-INF), a informé le CDMSI sur les axes de son travail en tant que nouvelle coordinatrice thématique, notamment la coopération entre le Conseil de l'Europe et les entreprises de l'Internet et de la communication.

L'échange qui a suivi a notamment porté sur la coopération du CDMSI avec les partenaires numériques et les modalités pour la rendre plus efficace, ainsi que sur la manière dont les activités du CDMSI répondent à l'[Agenda numérique du Conseil de l'Europe pour 2022-2025 " Protéger les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit dans l'environnement numérique "](#).

5.3. Participation du Conseil de l'Europe au FGI 2022 (28 novembre - 2 décembre 2022), Addis Abeba, Ethiopie) [Forum sur la gouvernance de l'Internet](#)

Mme Rodica Ciocina, chargée de programme - Division Médias et Internet, a présenté les quatre sessions organisées par le Conseil de l'Europe au 17th Forum des Nations Unies sur la Gouvernance de l'Internet (IGF), sessions portant sur l'intelligence artificielle, l'éducation à la citoyenneté numérique, la lutte contre les discours de haine et la cybercriminalité, respectivement. M. Thomas Schneider a présenté la session sur les "Défis réglementaires pour faire face aux technologies avancées (IA et métavers) qu'il avait modérée. Enfin, Mme Giulia Lucchese, Administratrice - Division Médias et Internet, a fourni des informations sur le Forum ouvert sur la lutte contre le discours de haine, dédiées notamment à la [Recommandation du Comité des Ministres sur la lutte contre le discours de haine](#) et son suivi.

5.4. Mesures prises dans le cadre du Partenariat numérique [Partenariat numérique \(coe.int\)](#)

Le Secrétariat a informé le CDMSI des progrès concernant le Partenariat numérique du Conseil de l'Europe. La coopération avec le secteur privé est essentielle pour l'Organisation dans la promotion d'un Internet ouvert et sûr, où les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit sont respectés.

Les membres du CDMSI ont été informés que, depuis la dernière réunion plénière en juin, deux nouveaux partenaires ont rejoint le Partenariat numérique, à savoir la Chambre de commerce internationale et le Groupe Lego.

6. Travaux du Conseil de l'Europe et d'autres institutions partenaires présentant un intérêt pour le CDMSI - derniers développements

6.1. Travaux pertinents du Conseil de l'Europe

6.1.1. Échange de vues avec Mme Dunja Mijatović, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe [Commissaire aux droits de l'homme \(coe.int\)](https://www.coe.int)

Mme Dunja Mijatović, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, a souligné que la liberté d'expression reste une priorité dans son agenda. En ce qui concerne la recherche de justice pour les journalistes assassinés et les journalistes qui sont la cible de pressions et d'attaques, Mme Mijatović a informé les membres de la publication d'un rapport sur Malte, contenant des recommandations sur la sauvegarde de la liberté des médias et la garantie de la sécurité des journalistes, notamment sur la poursuite de l'enquête sur le meurtre de Daphne Caruana Galizia. Le Commissaire a également informé le Comité d'un récent mémorandum sur sa mission au Kosovo sur les questions de liberté des médias.

D'un point de vue thématique, la Commissaire a fait référence aux activités menées en relation avec la protection des journalistes pendant les conflits, le manque d'enquêtes sur les crimes contre les journalistes, et les SLAPP. Le CDMSI a également été informé d'un échange avec Mme Vera Jourova, vice-Présidente de la Commission européenne pour les valeurs et la transparence, ayant été consacré à des questions liées aux marchés des médias et aux SLAPP, ainsi qu'aux moyens de renforcer la coopération avec l'UE sur ces questions.

La Commissaire a conclu en soulignant combien le travail du CDMSI était crucial pour aider les gouvernements à répondre à ces préoccupations et combien la coopération entre son bureau et le CDMSI était importante pour l'action de l'Organisation en matière de liberté d'expression et de médias.

6.1.2. Échange de vues avec Mme Cecilia Dalman Eek, vice-présidente du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe et co-rapporteur sur les médias locaux et régionales. [Congrès des pouvoirs locaux et régionaux \(coe.int\)](https://www.coe.int)

Mme Dalman Eek a exprimé ses préoccupations quant à l'indépendance des médias dans le contexte local et au déclin des médias locaux et régionaux en général, qui se traduit par une diminution de la qualité de l'information sur les questions locales/régionales et met en danger la participation aux élections locales.

Elle a souligné qu'il était de la responsabilité des autorités locales et régionales de veiller à ce que les citoyens puissent accéder à des informations fiables sur les développements qui les intéressent dans leurs communautés. Le rapport en cours d'élaboration doit offrir des conseils et des bonnes pratiques à cet égard et fait partie d'un effort plus large du Conseil de l'Europe pour renforcer la démocratie à tous les niveaux. Mme Dalman Eek a souligné l'importance du travail du CDMSI dans ce domaine.

6.1.3. Présentation du rapport "Les médias communautaires - contributions à la participation de la citoyenneté" par Mme Nadia , co-auteure

Mme Nadia Bellardi a présenté le rapport "Les médias communautaires - contributions à la participation des citoyens" commandé par le Conseil de l'Europe. L'objectif principal du rapport était d'étudier comment les médias communautaires peuvent fournir une plate-forme pour le dialogue et la cohésion entre les générations et les différentes communautés.

Mme Bellardi a expliqué comment les médias communautaires sont censés remplir et remplissent la tâche de faciliter la participation du public et comment la présence de médias communautaires est également un indicateur de la société démocratique. Cependant, un soutien est nécessaire pour que les médias communautaires puissent poursuivre leur rôle sociétal et leur engagement.

6.1.4. Observatoire européen de l'audiovisuel [Observatoire européen de l'audiovisuel \(coe.int\)](https://coe.int)

Mme Susanne Nikoltchev, directrice exécutive de l'Observatoire européen de l'audiovisuel (OEA), et Mme Maja Cappello, chef du département de l'information juridique, ont fourni des informations sur les travaux en cours de l'Observatoire. L'année 2022 marque le 30th anniversaire de l'Observatoire.

Mme Nikoltchev a brièvement présenté le rapport sur l'alignement de la [directive sur les services de médias audiovisuels](#) (SMA) dans les pays 'voisins' et le rapport sur les communications commerciales sur les plateformes de partage de vidéos, qui seront tous deux disponibles début 2023. Elle a également rappelé les sources existantes développées par l'Observatoire qui sont pertinentes pour le CDMSI : la [Newsletter IRIS](#) (Observations juridiques de l'Observatoire européen de l'audiovisuel) qui offre des rapports mensuels sur les développements juridiques les plus importants pour l'industrie audiovisuelle ; la [base de données SMAV](#), avec un suivi intégré de la SMAV qui montre les progrès ; la [base de données MAVISE](#) sur les registres des autorités de régulation audiovisuelles européennes et/ou des ministères ; la base de données [LUMIERE VOD](#), un répertoire des œuvres européennes (films et contenus télévisuels) disponibles sur les services à la demande en Europe.

Mme Emmanuelle Machet, chef du secrétariat de la Plateforme européenne des instances de régulation (EPRA), a donné des informations sur le programme de travail 2023 de l'EPRA, axé sur les thèmes de la désinformation, de la pluralité et de la confiance et des instances de régulation nationales dans un environnement numérique. L'EPRA poursuivra sa coopération et ses échanges réguliers avec le Groupe des régulateurs européens des services de médias audiovisuels (ERGA), et il est prévu d'organiser un événement conjoint sur l'éducation aux médias et à l'information à l'automne. La prochaine réunion de l'EPRA aura lieu à Oslo, en Norvège, du 31 mai au 2 juin 2022. Mme Machet a souligné que les mises à jour régulières sur les travaux du CDMSI lors des événements de l'EPRA étaient des informations utiles, toujours bienvenues pour les membres de l'EPRA.

6.2. Travaux pertinents des partenaires externes

6.2.1. META - échange de vues sur les droits de l'utilisateur

Le CDMSI a eu un échange de vues avec M. Nicolas de Bouville, Privacy Policy Manager chez Meta, et Mme Camille Fischer, Privacy and Data Policy Manager for Integrity and Sensitive Data, concernant le dernier document de politique de Meta sur les droits des utilisateurs en matière de vie privée et d'intégrité. L'échange s'est tenu dans le cadre du Partenariat numérique, à la demande de Meta, et dans le cadre des efforts de META, dans la poursuite des échanges précédents avec le CDMSI, pour recueillir les contributions des parties prenantes concernées sur l'orientation de ses politiques.

Les représentants de META ont fait référence aux normes communautaires de Meta et aux efforts de la compagnie pour concevoir des projets "respectueux de la vie privée" (en établissant des analyses sur la question, en s'engageant avec les parties prenantes et en réalisant des évaluations de l'impact sur la

protection des données). Quant au rapport de META sur les systèmes d'intégrité, son objectif était d'améliorer la compréhension du public sur la façon dont META aborde la protection des données dans l'espace de confiance et de sécurité. La question des discours haineux en ligne, y compris les difficultés rencontrées par META, en tant que plateforme, pour traiter ces contenus dans le respect des droits de l'homme, a été un autre sujet abordé. Les membres du CDMSI ont exprimé, entre autres, leurs préoccupations concernant le profilage lorsqu'il s'agit de supprimer les discours de haine. Les représentants de META et du CDMSI se sont déclarés prêts à poursuivre les échanges et la coopération à cet égard.

6.2.2. L'Union européenne

M. Audrius Perkauskas, chef d'unité adjoint, Politique des services audiovisuels et des médias à la Commission européenne a présenté une vue d'ensemble des objectifs et de la construction du futur règlement européen sur la liberté des médias (MFA). M. Perkauskas a indiqué que la législation en question se compose d'une proposition de [règlement](#) et d'une [recommandation](#) qui a déjà été adoptée et est entrée en vigueur. La future loi est envisagée comme une réglementation fondée sur des principes, avec des garanties pour l'indépendance éditoriale des médias et contre l'ingérence politique ; la protection des sources journalistiques contre la surveillance ; un accent sur l'indépendance et le financement stable des médias de service public ainsi que sur la transparence de la propriété des médias et l'attribution de la publicité publique. M. Perkauskas a souligné que les recommandations et les rapports du Conseil de l'Europe sont une source d'inspiration pour le règlement et pourraient également aider à combler les lacunes dans la mise en œuvre future du règlement par les États membres de l'UE.

7. Élections

Après information du secrétariat sur les règles et procédures applicables, les membres du CDMSI, tenant compte du fait qu'une seule candidature avait été proposée pour chacune des positions ouvertes à l'élection, ont décidé à l'unanimité de procéder à l'élection du président et du vice-président par acclamation.

M. Taavo Lumiste (Estonie) a été réélu président du CDMSI et Mme Inge Welbergen (Pays-Bas) vice-présidente du CDMSI, dans les deux cas pour un mandat d'un an (2023).

Le CDMSI a également élu, lors d'un vote à bulletin secret, des représentants des États membres pour occuper deux sièges vacants au sein du Comité d'experts sur l'intégrité de l'information en ligne (MSI-INF).

M. Declan Shaw (Royaume-Uni) et Mme Nicole Sapfo Stellou (Grèce) ont tous deux été élus membres du Comité d'experts sur l'intégrité de l'information en ligne (MSI-INF).

8. Préparatifs de la future campagne du Conseil de l'Europe sur la protection de la sécurité des journalistes

Mme Artemiza Chisca, Secrétaire du CDMSI - Chef de la Division Médias et Internet, a rappelé que l'appel à une future Campagne du Conseil de l'Europe pour la sécurité des journalistes faisait partie des conclusions de la [Conférence des ministres responsables des médias et de la société de l'information](#) tenue en juin 2021.

Mme Chisca a souligné que les mesures prises par les États membres pour faire face à la situation de plus en plus préoccupante sur le terrain s'étaient révélées insuffisantes, que des efforts plus efficaces étaient attendus de la part des autorités nationales et de tous les acteurs concernés, et que la future campagne devait en fournir de nombreuses opportunités.

Le secrétariat a ensuite présenté le concept de la Campagne et la feuille de route proposée, en vue de sa discussion et de son approbation par le CDMSI, en tant qu'organe chargé par le Comité des Ministres du lancement et de la coordination de la Campagne. La Campagne sera lancée publiquement dans la seconde partie de l'année 2023 et durera jusqu'en 2027. La Campagne comprendra, parmi diverses autres activités, quatre événements thématiques annuels, qui seront organisés par le Conseil de l'Europe et qui porteront chacun sur l'un des quatre piliers de la [Recommandation CM/Rec\(2016\)4](#) sur la protection du journalisme et la sécurité des journalistes et autres acteurs des médias : prévention, protection, poursuites, promotion de l'information, éducation et sensibilisation.

Pour transposer la Campagne dans les contextes nationaux, des comités nationaux et des points focaux nationaux devront être établis, en tant que structures de coordination pour le "chapitre national" de la Campagne et, respectivement, en tant qu'interface entre le Conseil de l'Europe et les États membres sur les questions pertinentes. Les chapitres nationaux devraient être développés de manière globale, notamment par l'élaboration et la mise en œuvre de plans d'action nationaux pour la protection de la sécurité des journalistes, comprenant les mesures législatives, institutionnelles et autres nécessaires pour fournir un environnement favorable à un journalisme libre, sûr, pluraliste et responsable. Une action coordonnée au sein du Conseil de l'Europe, au niveau national ainsi qu'au niveau international, sera déterminante pour le succès de la campagne. Les membres du CDMSI ont exprimé leur soutien à la campagne et ont demandé des précisions sur la nomination des points focaux nationaux/comités nationaux ; ils ont également souligné que des orientations et des consultations supplémentaires seront nécessaires à cet égard.

9. Suivi des travaux antérieurs du CDMSI. Mise en œuvre des instruments normatifs récents (suite)

9.1. Rapports basés sur des questionnaires connexes

Le président du CDMSI a rappelé aux membres les objectifs des deux questionnaires, avant d'inviter, respectivement, M. Peter Noorlander et M. Matthias Kettemann à informer les membres de l'avancement de leurs travaux. Le comité a en outre été informé que les rapports finaux et leurs conclusions seraient présentés lors de la prochaine réunion plénière en juin 2023.

- Concernant le Questionnaire visant à recueillir les bonnes pratiques pour l'extension du Guide de mise en œuvre de la [Recommandation CM/Rec\(2016\)4 du Comité des Ministres aux États membres sur la protection du journalisme et la sécurité des journalistes et autres acteurs des médias](#), M. Peter Noorlander a précisé qu'au moment de la réunion, 25 États membres avaient fourni des réponses au questionnaire, qui se concentre sur les piliers de prévention et de promotion de la Recommandation. Sur la base des réponses recueillies, M. Noorlander a indiqué en particulier que, dans le domaine législatif, il y avait des lacunes dans la législation nationale en termes de dispositions spécifiques pour la protection des journalistes, en particulier sur la sécurité des femmes journalistes et des journalistes dans l'environnement en ligne. De même, il y avait peu de réponses aux questions concernant les pratiques connexes et les stratégies nationales, ainsi qu'aux questions concernant les initiatives d'éducation aux médias.

- En ce qui concerne le Questionnaire sur l'état de mise en œuvre de la [Recommandation CM/Rec\(2018\)2 du Comité des Ministres aux États membres sur les rôles et responsabilités des intermédiaires de l'internet](#), M. Matthias Kettemann a informé qu'au moment de la réunion, 20 réponses avaient été reçues des États membres. Les États ayant envoyé des réponses ont exprimé leur soutien aux objectifs de la recommandation et ont fourni des informations substantielles, montrant des efforts pour une mise en œuvre approfondie. Cependant, seuls deux États membres ont adopté de nouvelles lois directement liées à la recommandation. En outre, il y a manifestement place pour le développement : la plupart des États membres ne prévoient pas d'obligation positive pour les intermédiaires de protéger et de promouvoir le pluralisme et la diversité dans le contenu de la distribution en ligne ; peu d'États membres ont des obligations en matière de rapports sur la transparence ou d'évaluation des risques ; et peu d'États membres ont des règles sur l'utilisation d'algorithmes de gouvernance de contenu basés sur l'IA.

9.2. Suivi de la mise en œuvre du document [CM/Rec\(2022\)16 sur la lutte contre les discours de haine](#) - information par le secrétariat

Mme Giulia Lucchese a informé le CDMSI que la Recommandation CM/Rec(2022)16 sur la lutte contre le discours de haine avait été bien accueillie par de nombreux partenaires, que ce soit les autorités nationales, les organismes chargés de l'application de la loi ou la société civile. Elle a rappelé que, pour l'avenir, le CDMSI avait deux objectifs à atteindre dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de la Recommandation : un examen des pratiques prometteuses au niveau national et un rapport d'examen de la mise en œuvre de la Recommandation, tous deux en coopération avec le CDADI. Elle a en outre indiqué que, compte tenu des développements liés à l'agression russe contre l'Ukraine, il a été décidé de consacrer un prochain rapport au thème de la prévention et de la lutte contre le discours de haine en temps de crise. A cette fin, une enquête a été envoyée aux membres du CDMSI et du CDADI afin d'identifier les pratiques prometteuses et les défis rencontrés dans les États membres dans ce domaine. Les résultats constitueront un point de départ précieux pour le rapport qui sera finalisé en 2024.

10. Avancement des travaux relatifs à la [Convention européenne sur la télévision transfrontière \(CETT\)](#)

Mme Urška Umek a informé le CDMSI de l'état actuel de la réflexion sur l'état d'avancement de la [Convention européenne sur la télévision transfrontière \(CETT\) et des éventuelles étapes connexes](#). Elle a informé les membres des résultats des réunions du groupe de réflexion dédié. Les membres du groupe qui se sont prononcés sur les différentes questions abordées ont largement reconnu qu'une révision de la CETT visant à aligner ses dispositions sur la [directive sur les services de médias audiovisuels](#) (SMA) serait un résultat positif et réaliste. Toutefois, l'engagement dans le groupe était limité, malgré un intérêt positif pour les travaux du groupe.

Le groupe de réflexion s'est attaché à formuler les raisons d'une éventuelle révision de l'ECTT, en recueillant des informations concrètes sur les questions ouvertes qui pourraient nécessiter une modernisation de l'ECTT. Les trois réunions en ligne du groupe de réflexion ont en outre porté sur les éléments qui devraient être inclus dans un instrument modernisé et ceux qui devraient être modifiés ou supprimés. Mme Umek a informé le CDMSI que l'EPRA était prête à faciliter la collecte d'informations plus détaillées auprès des autorités réglementaires nationales.

Les membres du CDMSI ont exprimé leur soutien à la poursuite du travail et en particulier à la collecte d'informations et ont suggéré de poursuivre la discussion une fois que davantage d'informations seraient disponibles. Cette discussion se déroulera en deux étapes, d'abord au niveau du groupe de réflexion, puis

le secrétariat préparera un document présentant les différentes actions possibles et les membres du CDMSI évalueront les options et choisiront celle qu'ils préfèrent. S'il y a une majorité convaincante parmi les membres du CDMSI pour continuer le travail sur l'ECTT, le secrétariat transmettra l'information au Comité des Ministres, pour que ce dernier décide des activités de révision possibles.

11. Echanger avec les partenaires de la [Plateforme pour promouvoir la protection du journalisme et la sécurité des journalistes](#)

M. William Horsley, représentant pour la liberté des médias de l'Association des journalistes européens et Directeur international du Centre pour la liberté des médias (CFOM) de l'Université de Sheffield, a donné une vue d'ensemble des développements et innovations significatifs en attente sur le fonctionnement de la Plateforme, ainsi que des tendances marquantes notées par la Plateforme, ajoutant que ces tendances devaient être analysées et publiées (fin février 2023) dans le rapport annuel couvrant 2022. M. Horsley a souligné que la Plateforme est la première base de données de ce type au monde et a salué la coopération réussie entre le Conseil de l'Europe et les médias et la société civile. Il a en même temps souligné le manque de réponses des Etats membres aux alertes et le nombre réduit de cas résolus. Il a appelé les membres du CDMSI à contribuer à améliorer et à rendre plus efficace le mécanisme d'alerte. Malgré l'exclusion de la Fédération de Russie du Conseil de l'Europe, et pour montrer son soutien aux journalistes et à la société civile russes, la Plateforme continuera à faire des rapports sur les alertes liées à la Fédération de Russie.

M. Horsley a salué la Campagne pour la sécurité des journalistes et a insisté sur l'importance cruciale d'une action renforcée par les États individuels et le Conseil de l'Europe.

M. Tom Gibson, représentant de l'UE - Comité pour la protection des journalistes (CPI), a souligné l'importance d'intégrer les travaux de la Plateforme à ceux du CDMSI, notamment en ce qui concerne la prochaine campagne.

Mme Nicola Frank, responsable des relations institutionnelles et internationales - Union européenne de radio-télévision l'UER (EBU), a également souligné l'importance de la coopération avec la Plateforme pour la campagne et a informé le CDMSI du soutien de l'UER (EBU) et de sa volonté de s'impliquer dans la campagne.

12. Examen des progrès accomplis

Les informations ont été fournies sous forme écrite.

13. Développements récents par pays dans le domaine de la liberté d'expression - *tour de table*

Le CDMSI a fait un *tour de table* pour présenter les récents développements spécifiques à chaque pays en matière de liberté d'expression :

- **Grèce** : la troisième édition de l'école de formation "Sécurité pour les journalistes" aura lieu du 8 au 13 mai 2023 à Kilkis, en Grèce. La date limite d'inscription est le 14 avril 2023.
- **Bosnie-Herzégovine** : à partir du 31 décembre 2022, lancement du projet du Conseil de l'Europe "Éducation aux médias et à l'information : pour les droits de l'homme et plus de démocratie". Ce projet vise à renforcer l'éducation aux médias dans le pays.
- **Géorgie** : travail en cours pour finaliser l'alignement de la législation géorgienne sur la directive MSA.
- **Lettonie** : les 5 et 6 octobre 2023, sous la présidence lettone du Comité des Ministres, une conférence sur la liberté d'expression sera organisée conjointement avec le Conseil de l'Europe à

Riga. Une partie importante de la conférence sera consacrée à la protection de la sécurité des journalistes.

14. Participation à des événements pertinents pour le CDMSI

Le CDMSI a pris note des informations fournies par le Secrétariat sur la conférence conjointe du Conseil de l'Europe et de l'UER (EBU) sur [les médias de service public pour la démocratie](#), qui s'est tenue le 22 novembre 2022 à Vilnius, en Lituanie. Mme Frank, responsable des relations institutionnelles et internationales – UER (EBU), s'est félicitée de la bonne coopération avec le Conseil de l'Europe et a appelé à la création d'une plateforme de dialogue public en vue d'améliorer la mise en œuvre des normes du Conseil de l'Europe.

Le Conseil de l'Europe a également apporté son soutien et participé à la [Conférence européenne anti-SLAPP](#) (20 octobre 2022, Strasbourg), qui a réuni les différentes parties prenantes concernées (victimes, experts, journalistes, professionnels des médias, avocats, décideurs politiques) et a offert une excellente occasion de discuter des moyens de contrer le phénomène SLAPP.

15. Questions diverses - *date et lieu de la prochaine réunion*

Le CDMSI a convenu de tenir sa prochaine réunion plénière du 14 au 16 juin 2023.

16. Approbation du rapport de réunion abrégé

Le CDMSI a discuté et adopté à l'unanimité, avec des révisions mineures, le rapport abrégé de sa réunion, tel que préparé par le Secrétariat.

AGENDA

- 1. Ouverture de la réunion**
- 2. Adoption de l'ordre du jour et de l'ordre des travaux**
- 3. La liberté d'expression en période de conflit et d'agression**
- 4. Travail de normalisation en cours**
 - 4.1 Comité d'experts sur le renforcement de la résilience des médias (MSI-RES)
 - 4.2 Comité d'experts sur l'intégrité de l'information en ligne (MSI-INF)
 - 4.3 Comité d'experts sur les poursuites stratégiques contre la participation publique (MSI-SLP)
- 5. Travaux du Conseil de l'Europe et d'autres institutions partenaires présentant un intérêt pour le CDMSI - derniers développements**
 - 5.1 Travaux pertinents du Conseil de l'Europe
 - a) Echange de vues avec Mme Dunja Mijatović, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe,
 - b) Echange de vues avec Mme Cecilia Dalman Eek, vice-Présidente du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe et co-rapporteur sur les médias locaux et régionaux
 - c) Présentation du rapport "Les médias communautaires - contributions à la participation des citoyens" par la co-auteure Mme Nadia Bellardi
 - d) Echange de vues avec le Secrétariat de l'Observatoire européen de l'audiovisuel
 - 5.2 Travaux pertinents des partenaires externes
 - a) Échange de vues avec le META
 - b) Échange de vues avec M. Audrius Perkauskas, Chef d'unité adjoint, Politique des services audiovisuels et des médias, Commission européenne
- 6. Elections - point d'information bref**
- 7. Élections**
 - 7.1 Élection pour le remplacement de deux membres de la MSI-INF
 - 7.2 Élections du bureau du CDMSI
- 8. Préparatifs de la future campagne du Conseil de l'Europe sur la protection de la sécurité des journalistes**
- 9. Gouvernance numérique**
 - 9.1 Comité du Conseil de l'Europe sur l'intelligence artificielle (CAI) - Informations sur les derniers développements dans les travaux du CAI - par Thomas Schneider, président du CAI, et le secrétariat
 - 9.2 Echange de vues avec l'Ambassadeur Aloisia Wörgetter, Coordinatrice thématique du Conseil de l'Europe sur la politique de l'information (TC-INF)
 - 9.3 Participation du Conseil de l'Europe au Forum sur la [gouvernance de l'Internet](#) 2022 (28 novembre - 2 décembre 2022, Addis Abeba, Ethiopie)

- 9.4 Mesures prises dans le cadre du Partenariat numérique [Partenariat numérique \(coe.int\)](#)

10. Suivi des travaux antérieurs du CDMSI. Mise en œuvre des instruments normatifs récents

- 10.1 Rapports basés sur des questionnaires connexes ;
- mesures prises pour mettre en œuvre la [recommandation CM/Rec\(2016\)4 du Comité des ministres aux États membres sur la protection du journalisme et la sécurité des journalistes et autres acteurs des médias](#) - Présentation du rapport par M. Peter Noorlander.
 - mesures prises pour mettre en œuvre la [recommandation CM/Rec\(2018\)2 du Comité des ministres aux États membres sur les rôles et responsabilités des intermédiaires de l'internet](#) - Présentation du rapport par M. Matthias Kettemann.
- 10.2 Suivi de la mise en œuvre du [CM/Rec\(2022\)16 sur la lutte contre le discours de haine](#)

11. Avancement des travaux relatifs à la [Convention européenne sur la télévision transfrontière \(CETT\)](#)

12. Echanger avec les partenaires de la [Plateforme pour promouvoir la protection du journalisme et la sécurité des journalistes](#)

13. Examen des progrès accomplis

- 13.1 Activités de coopération du Conseil de l'Europe en matière de liberté d'expression
- 13.2 Travaux du Conseil de l'Europe sur la protection des données

14. Développements récents par pays dans le domaine de la liberté d'expression

15. Participation à des événements pertinents pour le CDMSI

16. Autres affaires

17. Approbation du rapport de réunion abrégé

Steering Committee on Media and Information Society (CDMSI) / Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI)

22nd meeting - 7-9 December 2022 / 22^{eme} réunion - 7-9 décembre 2022

List of participants / Liste de participants

Total number of participants : / Nombre total des participants : 88

Répartition par sexe : 51 hommes (58%) / 37 femmes (42%)

Parité entre hommes : 51 hommes (58%) / 37 femmes (42%)

MEMBERS / MEMBRES

ALBANIA / ALBANIE	M/M. Sokol GJOKA (excusé) Director of International Organizations/ <i>Directeur des organisations internationales</i> Ministry for Europe and Foreign Affairs/ <i>Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères</i>
ANDORRE / ANDORRE	Waiting for a nomination / <i>en attente d'une nomination</i>
ARMENIA / ARMENIE	Mme/Mme Anahit ABRAHAMYAN Head of International Legal Cooperation Department / <i>Chef du Département de la Coopération Juridique Internationale</i> Ministry of Justice of the Republic of Armenia / <i>Ministère de la Justice de la République d'Arménie</i>
AUSTRIA / AUTRICHE	M/M. Matthias TRAIMER Head of Department, Media Affairs and Information Society/ <i>Chef du service Médias et société de l'information</i> Federal Chancellery, Constitutional Service/ <i>Chancellerie fédérale, Service constitutionnel</i>
AZERBAIJAN / AZERBAÏDJAN	M/M. Javid MUSAYEV Head of the Communication Policy Section / <i>Chef de la section Politique de communication</i> Presidential Administration of the Republic of Azerbaijan / <i>Administration présidentielle de la République d'Azerbaïdjan</i>
BELGIUM / BELGIQUE	M/M. Johan BOUCIQUÉ Media Advisor/ <i>Conseiller médias</i> Department of Culture, Youth and Media/ <i>Département de la culture, de la jeunesse et des médias</i> Flemish Government / <i>Gouvernement flamand</i> M. Nick SOCQUET Media Advisor/ <i>Conseiller médias</i>

	Department of Culture, Youth and Media/Département de la culture, de la jeunesse et des médias Flemish Government / Gouvernement flamand
BOSNIE-ET-HERZÉGOVINE / BOSNIE-ET-HERZÉGOVINE / BOSNIE-ET-HERZÉGOVINE <i>BOSNIE-HERZÉGOVINE</i>	M/M. Emir POVLAKIC Head of Audiovisual and Media Services / <i>Chef des services audiovisuels et médias</i> Communications Regulatory Agency / <i>Agence de régulation des communications</i>
<i>BULGARIE/BULGARIE</i>	Ms/Mme Nelly STOYANOVA Head of Information Society Policy Department/<i>Chef du département de la politique de la société de l'information</i> Ministry of Transport, IT and Communications of Republic of Bulgaria/<i>Ministère des transports, de l'informatique et des communications culture de la République de Bulgarie</i>
<i>CROATIA/CROATIE</i>	Ms/Mme Nives ZVONARIĆ Head of Media Sector / <i>Cheffe du secteur des médias</i> Ministry of Culture and Media / <i>Ministère de la culture et des médias</i>
<i>CYPRUS/CHYPRE</i>	Mme/Mme Alikì STYLIANOU Director/ Directrice Press and Information Office / <i>Bureau de presse et d'information</i> Ministère de l'Intérieur/Ministère de l'Intérieur Ms/Mme Maria KARAGEORGHIS Head, Liaison Officers Section / <i>Chef de la section des agents de liaison</i> Press and Information Office / <i>Bureau de presse et d'information</i> Ministère de l'Intérieur/Ministère de l'Intérieur
CZECH <i>REPUBLIC/REPUBLIQUE</i> <i>TCHEQUE</i>	M/M. Artus REJENT Director / <i>Directeur</i> Media and Audio-Visual Department/ <i>Département des médias et de l'audiovisuel</i> Ministère de la culture de la République Tchèque/Ministère de la culture de la République Tchèque
<i>DENMARK/DANEMARK</i>	M/M. Jan Ostrup POULSEN (excusé) Special Consultant / <i>Conseiller spécial</i> Ministère de la culture / <i>Ministry of Culture</i>
<i>ESTONIE/ESTONIE</i>	Mr/M. Taavo LUMISTE (Chair/Président) Deputy Permanent Representative/ <i>Représentant permanent adjoint</i> Permanent Representation of Estonia to the Council of Europe / <i>Représentation permanente de l'Estonie auprès du Conseil de l'Europe</i>

	M. Andres JÕESAAR Adviser (media) / <i>Conseiller (média)</i> Ministère de la culture / <i>Ministry of Culture</i>
FINLAND/FINLANDE	M/M. Juuso MOISANDER (excusé) Department for International Trade / <i>Département du commerce international</i> Ministry for Foreign Affairs of Finland / <i>Ministère des affaires étrangères de la Finlande</i>
FRANCE	Ms/Mme Louise BAILLY Policy officer / <i>Chargée de mission</i> General Secretariat - European Affairs Office / <i>Secrétariat général - Bureau des affaires européennes</i> Ministère de la Culture / <i>Ministry of Culture</i> Mme/Mme Louise BOYÉ Ministry of Europe and European Affairs / <i>Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères</i> M/M. Emmanuel GAUTIER-NGUYEN Ministère de la Culture / <i>Ministry of Culture</i>
GÉORGIE/GEORGIE	M/M. Ivane MAKHARADZE Commissaire / <i>Commissionnaire</i> Communications Commission of Georgia <i>Commission des communications de Géorgie</i>
ALLEMAGNE/ALLEMAGNE	M/M. Till MENGLER Federal Government Commissioner for Culture and the Media / <i>Commissaire du gouvernement fédéral pour la culture et les médias</i> Division K31, Coopération internationale des médias, radiodiffusion / <i>Division K31, Coopération internationale des médias, radiodiffusion</i> M/M. Stephan PACHE Representation of the Free State of Bavaria to the European Union / <i>Représentation de l'État libre de Bavière auprès de l'Union européenne</i>
GRECE/GRECE	Mme/Mme Aikaterini POLYZOU Head of Department for Audiovisual Media & Internet / <i>Chef du département Médias audiovisuels et Internet</i> Secretariat General for Communication & Media / <i>Direction des médias, Secrétariat général pour la communication et les médias</i> Mme/Mme Sofia LATSOU

	Head of Directorate for Media / <i>Cheffe de la Direction des médias</i> Secretariat General for Communication & Media / <i>Direction des médias, Secrétariat général pour la communication et les médias</i>
HONGRIE/HONGRIE	M/M. György OCSKÓ International Legal Adviser / <i>Conseiller juridique international</i> National Media and Infocommunications Authority / <i>Autorité nationale des médias et des info-communications</i>
ICELAND/ISLANDE	Ms/Mme Elfa Yr GYLFADOTTIR Director / <i>Directrice</i> Media Commission / <i>Commission des médias</i> Ministry of Education, Science and Culture / <i>Ministère de l'éducation, des sciences et de la culture</i>
IRLANDE/IRLAND	M/M. Kevin O'BRIEN Administrative Officer / <i>Agent administratif</i> Department of Tourism, Culture, Arts, Gaeltacht, Sport and Media / <i>Ministère du tourisme, de la culture, des arts, du Gaeltacht, des sports et des médias</i> Broadcasting & Media Division / <i>Division de la radiodiffusion et des médias</i> Mme/Mme Sinead RYAN Administrative Officer / <i>Agent administratif</i> Department of Tourism, Culture, Arts, Gaeltacht, Sport and Media / <i>Ministère du tourisme, de la culture, des arts, du Gaeltacht, des sports et des médias</i> Broadcasting & Media Division / <i>Division de la radiodiffusion et des médias</i> M/M. Luke DEVOY Administrative Officer / <i>Agent administratif</i> Department of Tourism, Culture, Arts, Gaeltacht, Sport and Media / <i>Ministère du tourisme, de la culture, des arts, du Gaeltacht, des sports et des médias</i> Broadcasting & Media Division / <i>Division de la radiodiffusion et des médias</i>
ITALIE/ITALIE	M/M. Pierluigi MAZZELLA Director General / <i>Directeur général</i> Agency for the right to university education / <i>Agence pour le droit à l'éducation universitaire</i> Professeur d'information et de communication, Université de Rome / <i>Professor of Information and Communication, University of Rome</i>
LETTONIE/LETTONIE	M/M. Andris MELLAKAULS

	Head of Information Space Integration Division / <i>Chef de la Division de l'intégration de l'espace d'information</i> Ministère de la culture / <i>Ministry of Culture</i>
LIECHTENSTEIN	Ms/Mme Martina EDLUND Diplomatic Officer / <i>Agent diplomatique</i> Division for Security and Human Rights / <i>Division de la sécurité et des droits de l'homme</i> Office for Foreign Affairs / <i>Office pour les Affaires étrangères</i>
LITHUANIA/LITUANIE	Mme/Mme Rasa ZDANEVIČIŪTĖ Advisor / <i>Conseillère</i> Media and Copyright Policy Division / <i>Division de la politique des médias et du droit d'auteur</i> Ministry of Culture of the Republic of Lithuania / <i>Ministère de la culture de la République de Lituanie</i>
LUXEMBOURG	M/M. Thierry ZELEN Media and Communications Service / <i>Service des médias et des communications</i> Ministère d'État / <i>Ministry of State</i> The Government of the Grand Duchy of Luxembourg / <i>Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg</i>
MALTE/MALTA	Mme/Mme Jasamine AZZOPARDI Senior Policy Officer / <i>Chargé de mission principal</i> Ministry for Justice, Equality and Governance / <i>Ministère de la justice, de l'égalité et de la gouvernance</i>
REPUBLIC OF MOLDOVA/ REPUBLIQUE DE MOLDOVA	Mme/Mme Aneta GONTA Vice-présidente du Conseil de l'audiovisuel de la République de Moldavie / <i>Vice-president of the Republic of Moldova Audiovisual Council</i> Mme/Mme Larisa TUREA Member of the Republic of Moldova Audiovisual Council / <i>Membre du Conseil de l'audiovisuel de la République de Moldova</i>
MONACO	M/M. Serge ROBILLARD Head of Partnerships and Institutional Relations / <i>Chargé des partenariats et des relations institutionnelles</i> Interministerial Delegation in charge of Digital Transition / <i>Délégation Interministérielle chargée de la Transition Numérique</i>
MONTENEGRO	M/M. Neđeljko RUDOVIĆ (excusé) acting Director General / <i>Directeur général par intérim</i> Media Directorate / <i>Direction des médias</i>

	Ministère de l'administration publique, de la société numérique et des médias/ <i>Ministère de l'administration publique, de la société numérique et des médias</i>
PAYS-BAS/PAYS-BAS	Ms/Mme Inge WELBERGEN (Vice-Chair/ Vice-présidente) Legal officer Media / <i>Conseiller juridique Médias</i> Ministry of Education, Culture and Science / <i>Ministère de l'éducation, de la culture et des sciences</i> Directorate-General of Culture and Media, Media and Creative Industries / <i>Direction générale de la culture et des médias, Médias et industries créatives</i>
NORTH MACEDONIA/ MACEDOINE DU NORD	Mme/Mme Vesna POPOSKA (excusée) Head of International PR Department / <i>Chef du département des relations publiques internationales</i> Government of the Republic of Macedonia, PR Department / <i>Gouvernement de la République de Macédoine, Département des relations publiques</i>
NORVÈGE/NORVEGE	Mr/M. Bjørn ECKBLAD Senior Advisor, Department of Media and Art / <i>Conseiller principal, Département des médias et de l'art</i> Ministère de la culture / <i>Ministry of Culture</i>
POLOGNE/POLOGNE	Ms/Mme Małgorzata PEK Department of Strategy / <i>Département de la stratégie</i> National Broadcasting Council of Poland (KRRIT) / <i>Conseil national de la radiodiffusion de Pologne</i> M/M. Lukasz KIRYLLO Legal counsel / <i>Conseiller juridique</i> Digital Policy Department / <i>Département de la politique numérique</i> Prime Minister's Office / <i>Cabinet du Premier ministre</i> M/M. Krzysztof JANKOWSKI Department of Strategy / <i>Département de la stratégie</i> National Broadcasting Council of Poland (KRRIT) / <i>Conseil national de la radiodiffusion de Pologne</i>
PORTUGAL	Ms/Mme Charlotte SIMÕES Policy Officer / <i>Chargée de mission</i> International Relations and Communication Department / <i>Service des relations internationales et de la communication</i> General Secretariat of the Presidency of the Council of Ministers / <i>Secrétariat général de la Présidence du Conseil des ministres</i>

ROMANIA/ROUMANIE	M/M. Marius JITEA Manager public / <i>Manager public</i> General Secretariat of the Government of Romania / <i>Secrétariat général du Gouvernement de la Roumanie</i>
SAN MARINO/SAN MARIN	Mme/Mme Beatrice SIMONCINI First Secretary / <i>Première secrétaire</i> Department of Foreign Affairs / <i>Département des affaires étrangères</i> Media and Information Department / <i>Département des médias et de l'information</i>
SERBIE/SERBIE	Ms/Mme Maja ZARIC Head of Unit for International Cooperation / <i>Chef de l'unité de la coopération internationale</i> Ministry of Culture and Media / <i>Ministère de la culture et des médias</i>
SLOVAK REPUBLIC/REPUBLIQUE SLOVAQUE	Ms/Mme Viktoria KNAPPOVA State advisor / <i>Conseillère d'État</i> Media Law and Audiovisual Unit / <i>Unité Droit des médias et audiovisuel</i> Creative Industry Department / <i>Département de l'industrie créative</i> Ministère de la Culture / <i>Ministry of Culture</i> M/M. Zeljko Martyn SAMPOR Senior Counsel to the State Secretary / <i>Conseiller principal auprès du secrétaire d'État</i> Ministry of Culture of the Slovak Republic / <i>Ministère de la culture de la République slovaque</i>
SLOVENIA/SLOVENIE	M/M. Skender ADEM Undersecretary / <i>Sous-secrétaire</i> Ministry of Culture of Republic of Slovenia / <i>Ministère de la culture de la République de Slovénie</i>
ESPAGNE/ESPAGNE	M/M. Miguel OVEJERO PÉREZ (excusé) Adviser of Audiovisual Services Regulation / <i>Conseiller en matière de réglementation des services audiovisuels</i> Ministère des Affaires Economiques et de la Transformation Numérique / <i>Ministry of Economic Affairs and Digital Transformation</i>
SWEDEN/SUEDE	Mme/Mme Filippa ARVAS OLSSON (excusée) Senior Advisor / <i>Conseiller principal</i> Media Division / <i>Division des médias</i> Swedish Ministry of Culture / <i>Ministère suédois de la culture</i>
SWITZERLAND/SUISSE	M/M. Thomas SCHNEIDER Ambassador / <i>Ambassadeur</i> Director of International Affairs / <i>Directeur des affaires internationales</i>

	Département fédéral de l'environnement, des transports, de l'énergie et de la communication DETEC / <i>Federal Department of the Environment, Transport, Energy and Communication DETEC</i> Office fédéral de la communication OFCOM / <i>Federal Office of Communications OFCOM</i> M/M. Andrea FRATTOLILLO Office fédéral de la communication OFCOM / <i>Federal Office of Communications OFCOM</i>
TURQUIE/TURQUIE	M/M. Yusuf DEMİRTAŞ Vice Head of Department V / <i>Vice-chef du département V</i> Radio and Television Supreme Council (RTUK) / <i>Conseil suprême de la radio et de la télévision (RTUK)</i> International Relations Department / <i>Département des relations internationales</i> Mr/M. Candaş AYNAGÖZ Expert Radio and Television Supreme Council (RTUK) / <i>Conseil suprême de la radio et de la télévision (RTUK)</i> International Relations Department / <i>Département des relations internationales</i> Mr/M. İrfan DÜNDAR ERENTÜRK Expert Radio and Television Supreme Council (RTUK) / <i>Conseil suprême de la radio et de la télévision (RTUK)</i> International Relations Department / <i>Département des relations internationales</i>
UKRAINE	Mme/Mme Olha HERASYMIUK (excusée) Chair / <i>Présidente</i> National Council of Television and Radio Broadcasting of Ukraine / <i>Conseil national de la télévision et de la radiodiffusion d'Ukraine</i>
ROYAUME-UNI/ROYAUME-UNI	M/M. Carrick LIVINGSTONE EU Strategy Policy Advisor, International Strategy/ <i>Conseiller politique en stratégie européenne, Stratégie internationale</i> Department for Digital, Culture, Media and Sport/ <i>Département du numérique, de la culture, des médias et des sports</i> Mme/Mme Amy PANG Head of EU Strategy, International Strategy / <i>Cheffe de la stratégie européenne, Stratégie internationale</i> Department for Digital, Culture, Media and Sport/ <i>Département du numérique, de la culture, des médias et des sports</i>

	Mme/Mme Laura BOWKER Senior Policy Advisor, Creative Industries / <i>Conseillère politique principale, Industries créatives</i> Department for Digital, Culture, Media and Sport/ <i>Département du numérique, de la culture, des médias et des sports</i> M/M. Nigel HICKSON Department for Digital, Culture, Media and Sport/ <i>Département du numérique, de la culture, des médias et des sports</i>
--	--

OBSERVERS AND PARTICIPANTS / OBSERVATEURS ET PARTICIPANTS

HOLY SEE / SAINT SIEGE	M/M. Michael LUKAS Spokesman of the Order of Malta in the Diocese of Hildesheim / <i>Porte-parole de l'Ordre de Malte dans le diocèse de Hildesheim</i>
MAROC/MAROC	Mme/Mme Chanaz EL AKRICH Head of Division for Cooperation / <i>Cheffe de division de la Coopération</i> Ministry of Culture, Youth and Sports / <i>Ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports</i> Département de la Communication / <i>Department of Communication</i> Mme/Mme Meriem KHATOURI Director of Studies and Media Development / <i>Directrice des études et de développement des médias</i> Ministry of Culture, Youth and Sports / <i>Ministère de la Culture, de la Jeunesse et des Sports</i> Department of Communication / <i>Département de la Communication</i>
EUROPEAN COMMISSION / COMMISSION EUROPEENNE	M/M. Audrius PERKAUSKAS Deputy Head of Unit / <i>Chef d'unité adjoint</i> Audiovisual and Media Services Policy / <i>Politique des services audiovisuels et des médias</i>

ADVISORY COUNCIL ON YOUTH / CONSEIL CONSULTATIF SUR LA JEUNESSE	M/M. Dimitrije JOVICEVIC
ASSOCIATION OF COMMERCIAL TELEVISION IN EUROPE (ACT) / ASSOCIATION DES TÉLÉVISIONS COMMERCIALES	M/M. Sebastiano BERTAGNI Junior EU Policy Officer / <i>Chargé de mission junior pour l'UE</i>

ASSOCIATION DES JOURNALISTES EUROPÉENS / ASSOCIATION OF EUROPEAN JOURNALISTS (AEJ)	M/M. William HORSLEY Media Freedom representative of the Association of European Journalists and International Director of the Centre for Freedom of the Media (CFOM) at the University of Sheffield / <i>Représentant pour la liberté des médias de l'Association des journalistes européens et directeur international du Centre pour la liberté des médias (CFOM) de l'université de Sheffield</i> M/M. Krzysztof BOBINSKI
COMMITTEE TO PROJECT JOURNALISTS (CPJ)/ COMITE POUR LA PROTECTION DES JOURNALISTES	M/M. Tom GIBSON EU Representative / <i>Représentant de l'UE</i>
EAVI MEDIA LITERACY FOR CITIZENSHIP/ EAVI ÉDUCATION AUX MÉDIAS POUR LA CITOYENNETÉ	M/M. Paolo CELOT Founder and Secretary General / <i>Fondateur et secrétaire général</i>
EUROPEAN INTERNET SERVICES PROVIDERS' ASSOCIATION/ ASSOCIATION EUROPÉENNE DES FOURNISSEURS DE SERVICES INTERNET	M/M. Michael ROTERT
EUROPEAN BROADCASTING UNION (EBU) / UNION EUROPEENNE DE RADIO-TELEVISION	Mme/Mme Nicola FRANK Head of Institutional and International Relations / <i>Cheffe des relations institutionnelles et internationales</i>
FORUM EUROPÉEN DES MÉDIAS COMMUNAUTAIRES	Mme Nadia BELLARDI
HIGH AUTHORITY FOR AUDIO-VISUAL COMMUNICATION / HAUTE AUTORITÉ DE LA COMMUNICATION AUDIOVISUELLE	M/M. El Mahdi AROUSSI IDRISI Director of the legal studies Department, focal point, High Authority for Audio-visual Communication (HACA) / <i>Directeur du Département des études juridiques, point focal, Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle (HACA)</i> M/M. Othmane ALAMI LAKTIB Cadre au département des études juridiques, Haute Autorité de la Communication Audiovisuelle (HACA) / <i>Legal Studies Department, High Authority for Audio-visual Communication (HACA)</i>

INTERNET RIGHTS AND PRINCIPLES COALITION/ <i>COALITION POUR LES DROITS ET PRINCIPES DE L'INTERNET</i>	Mme/Mme Minda MOREIRA Co-Chair of the IRPC / <i>Co-présidente de l'IRPC</i>
PLATES-FORMES META	Ms/ Mme Camille FISCHER Privacy and Data Policy Manager for Integrity and Sensitive Data / <i>Responsable de la politique de confidentialité et des données pour l'intégrité et les données sensibles</i> M/M. Nicolas DE BOUVILLE Privacy Policy Manager / <i>Responsable de la politique de confidentialité</i>
NEWS MEDIA COALITION (NMC)/ <i>COALITION DES MEDIAS D'INFORMATION</i>	M/M. Robert HESLOP Policy & Communications Advisor / <i>Conseiller en politique et communication</i>
PERMANENT CONFERENCE OF THE MEDITERRANEAN AUDIOVISUAL OPERATORS(COPEAM)/ <i>CONFERENCE PERMANENTE DE L'AUDIOVISUEL MEDITERRANEE</i>	M/M. Giacomo MAZZONE Member / Membre
	M/M. Matthias KETTEMANN Expert
	M/M. Peter NOORLANDER Expert

COUNCIL OF EUROPE / CONSEIL DE L'EUROPE

COUNCIL OF EUROPE THEMATIC COORDINATOR ON INFORMATION POLICY (TC-INF)/ <i>COORDINATEUR THÉMATIQUE DU CONSEIL DE L'EUROPE SUR LA POLITIQUE D'INFORMATION (TC-INF)</i>	Ambassadeur Aloisia WÖRGETTER Permanent Representative of Austria to the Council of Europe / <i>Représentant permanent de l'Autriche auprès du Conseil de l'Europe</i>
COMMISSIONER FOR HUMAN RIGHTS / <i>COMMISSAIRE AUX DROITS DE L'HOMME</i>	Mme/Mme Dunja MIJATOVIĆ

CONGRESS OF LOCAL AND REGIONAL AUTHORITIES / CONGRÈS DES POUVOIRS LOCAUX ET RÉGIONAUX	Ms/Mme Cecilia DALMAN EEK Vice-President / vice-Présidente
COMMITTEE OF EXPERTS ON INCREASING RESILIENCE OF MEDIA (MSI-RES) / <i>COMITÉ D'EXPERTS SUR LE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE DES MÉDIAS (MSI-RES)</i>	M/M. Ramón SALAVERRÍA Chair of the MSI-RES / <i>Président de MSI-RES</i>
COMMITTEE OF EXPERTS ON STRATEGIC LAWSUITS AGAINST PUBLIC PARTICIPATION (MSI-SLP) / <i>COMITE D'EXPERTS SUR LES POURSUITES STRATEGIQUES CONTRE LA MOBILISATION PUBLIQUE (MSI-SLP)</i>	Ms/ Mme Karmen TURK Chair of the MSI-SLP / <i>Présidente de MSI-SLP</i>
COMMITTEE OF EXPERTS ON THE INTEGRITY OF ONLINE INFORMATION (MSI-INF) / <i>COMITÉ D'EXPERTS SUR L'INTÉGRITÉ DE L'INFORMATION EN LIGNE (MSI-INF)</i>	Mr/M. Hrvoje LISIČAR Vice-Chair of MSI-INF / <i>vice-Président de MSI-INF</i>
EUROPEAN COMMITTEE ON LEGAL CO-OPERATION / <i>COMITÉ EUROPÉEN DE COOPÉRATION JURIDIQUE</i>	M/M. Eral KNIGHT Head of Private International Law Negotiations and International Relations / <i>Responsable des négociations de droit international privé et des relations internationales</i> International Justice Policy Division, Ministry of Justice of the United Kingdom / <i>Division de la politique de justice internationale, Ministère de la justice du Royaume-Uni</i>

EUROPEAN AUDIO-VISUAL OBSERVATORY / <i>OBSERVATOIRE EUROPEEN DE L'AUDIOVISUEL</i>	Ms/Mme Susanne NIKOLTCHEV Executive Director / <i>Directrice exécutive</i> Mme/Mme Maja CAPPELLO Administrator / <i>Administratrice</i>
EUROPEAN PLATFORM OF REGULATORY AUTHORITIES (EPRA)/ LA PLATE-FORME	Mme/Mme Emmanuelle MACHET Head of Secretariat / <i>Cheffe du Secrétariat</i>

EUROPÉENNE DES INSTANCES DE RÉGULATION	
---	--

DGI - INFORMATION SOCIETY - ACTION AGAINST CRIME DIRECTORATE / DIRECTION DE LA SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION - LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ

M/M. Jan KLEIJSEN Director / <i>Directeur</i>
M/M. Patrick PENNINCKX Head of Information Society Department / <i>Chef de Service de la société de l'information</i>
Mme/Mme Artemiza-Tatiana CHISCA Secretary to the Steering Committee on Media and Information Society (CDMSI) / <i>Secrétaire du Comité Directeur Médias et Société de l'Information (CDMSI)</i> Head of Media and Internet Division / <i>Chef de la Division Médias et Internet</i> Media and Internet Division / <i>Division Médias et Internet</i>
Mme/Mme Urška UMEK Secretary of the Committee of Experts on Increasing Resilience of Media (MSI-RES) / <i>Secrétaire du Comité d'experts sur le renforcement de la résilience des médias (MSI-RES)</i> Head of Media Unit / <i>Chef de l'Unité Médias</i>
Mme/Mme Giulia LUCCHESI Secretary to the Committee of Experts on Strategic Lawsuits against Public Participation (MSI-SLP) / <i>Secrétaire du Comité d'experts sur les poursuites stratégiques contre la participation publique (MSI-SLP)</i> Media and Internet Division / <i>Division Médias et Internet</i>
Mme/Mme Rodica CIOCHINA Programme officer / <i>Chargée de programme</i> Media and Internet Division / <i>Division Médias et Internet</i>
Ms/Mme Isabelle SERVOZ-GALLUCCI Head of the Data Protection Unit / <i>Cheffe de l'unité Protection des données</i>
M/M. Kristian BARTHOLIN Secretary of CAI - Head of Digital Development Unit / <i>Secrétaire du CAI - Chef de l'unité Développement numérique</i>
Mme/Mme Emma GRUDEN Assistant / <i>Assistante</i> Media and Internet Division / <i>Division Médias et Internet</i>
Ms/Mme Irina TOMOVA Assistant / <i>Assistante</i> Media and Internet Division / <i>Division Médias et Internet</i>

Ms/Mme Joanna SZELEZNIAK
Assistant / <i>Assistante</i>
Media and Internet Division / <i>Division Médias et Internet</i>
Mme/Mme Marie GASSER
Trainee / <i>Stagiaire</i>

INTERPRETERS / *INTERPRETES* :

Ms/Mme Barbara GRUT

Ms/Mme Clarissa WORDALE

Mme/Mme Katia DI STEFANO

Mme/Mme Stella RAPPOSELLI D'OTTAVIO

TECHNICIANS / *TECHNICIENS* :

Mme/Mme Margaux FABRE